

No. 40602

**France
and
Madagascar**

Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Madagascar concerning educational cooperation between Reunion and Madagascar. Saint-Denis de la Réunion, 25 July 2003

Entry into force: *25 July 2003 by signature, in accordance with article 5*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 1 October 2004*

**France
et
Madagascar**

Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Madagascar relative à la coopération éducative entre La Réunion et Madagascar. Saint-Denis de la Réunion, 25 juillet 2003

Entrée en vigueur : *25 juillet 2003 par signature, conformément à l'article 5*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 1er octobre 2004*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE
MADAGASCAR RELATIVE À LA COOPÉRATION EDUCATIVE EN-
TRE LA RÉUNION ET MADAGASCAR

Entre, d'une part, le Gouvernement de la République Française, représenté par M. Paul Verges, Sénateur, Président du Conseil Régional de la Réunion;

Et, d'autre part, le Gouvernement de la République de Madagascar, représenté par M. Dieudonné Michel Razafindrandriatsimaniry, Ministre de l'Enseignement Secondaire et de l'Education de Base;

ci-après dénommés les "parties contractantes"

Considérant l'étroitesse des liens historiques et culturels qui unissent la Réunion et Madagascar et l'importance des relations de fraternité et de solidarité qui en découlent

Considérant l'appartenance de La Réunion et de Madagascar à l'espace francophone que constitue la Commission de l'océan Indien

Considérant l'importance du rôle de l'éducation dans la promotion d'un développement rapide, harmonieux et durable à Madagascar, où les jeunes âgés de moins de vingt ans représentent près de 55 % de la population

Considérant les nouvelles orientations du Gouvernement de Madagascar en faveur du système éducatif, visant notamment à développer l'enseignement du français dans les établissements scolaires

Considérant la volonté des autorités réunionnaises et malgaches de promouvoir une politique de coopération bilatérale qui s'inscrive dans une démarche de codéveloppement durable au service de La Réunion et de Madagascar, prenant notamment appui sur la valorisation de leurs atouts respectifs

Vu la Déclaration finale signée à Saint-Denis de La Réunion le 16 novembre 2002 entre les autorités réunionnaises et le Ministre des Affaires Étrangères de la République de Madagascar

Vu la contribution de La Réunion du 21 novembre 2002 aux travaux du comité de suivi de la 7e commission mixte franco-malgache

Les parties contractantes sont convenues des dispositions suivantes :

Article 1. Objet de la Convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités du partenariat que la Région Réunion et le Ministère de l'Enseignement Secondaire et de l'Education de Base (MINESEB) souhaitent promouvoir dans le cadre du Programme d'Appui Réunionnais au Système Educatif Malgache (PARSEM).

Ce nouveau partenariat s'inscrit dans la politique d'appui au développement du système éducatif malgache initiée par la Région Réunion en 1999, et qui a bénéficié d'une contribu-

tion de cette collectivité à hauteur de 150 000 (formation d'enseignants et de cadre du MINESEB et don de 30 000 exemplaires d'un ouvrage destiné à la jeunesse : "Alizés I : Raconte-moi ton île").

Article 2. Objectifs et mise en oeuvre du PARSEM

Elaboré en étroite concertation entre le Ministère de l'Enseignement Secondaire et de l'Education de Base, la Délégation Générale de l'Alliance Française à Madagascar et la Région Réunion, le PARSEM est un projet à caractère à la fois linguistique, pédagogique et culturel qui vise à renforcer et à développer l'enseignement du français, et la communication en français, dans toutes les écoles primaires de Madagascar.

Prenant appui sur les ressources humaines et techniques de l'Académie de La Réunion, le PARSEM vise à former, au cours de sa première année de mise en oeuvre, 1005 instituteurs malgaches.

Cette formation est assurée par les 67 formateurs des Alliances franco-malgaches au nombre de trente réparties sur tout le territoire malgache.

Le PARSEM s'inscrivant dans une démarche de codéveloppement durable, sa mise en oeuvre fait également appel à des jeunes diplômés réunionnais qui seront mis à la disposition des Alliances franco-malgaches avec le statut de Volontaires du Progrès.

Par ailleurs, les deux parties souhaitent que le partenariat éducatif entre La Réunion et Madagascar puisse, grâce en particulier au recours aux technologies de l'information et de la communication permettant des formations à distance, être élargi à d'autres secteurs d'intervention tels que, par exemple, la formation des conseillers pédagogiques et des inspecteurs du MINESEB, ou encore la formation en français des professeurs de collèges.

Article 3. Budget et Financement

Au titre des années 2003-2004, le budget prévisionnel du PARSEM et son financement se présentent comme suit:

Formation d'instituteurs : 127 815 €

Le financement de cette formation est intégralement assuré par la Région Réunion et il fait l'objet d'une subvention d'un montant identique attribuée à la Délégation Générale de l'Alliance Française à Madagascar.

Recrutement de 5 Volontaires du Progrès : 445 920 €

Le financement de ce recrutement est assuré comme suit :

- Région Réunion: 190 800 € (43 %)
- Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP) : 255 120 € (57 %)

Toute autre action susceptible d'être ultérieurement mise en oeuvre dans le cadre du PARSEM fera l'objet d'une recherche de financements spécifiques.

Article 4. Suivi du Programme d'actions

Afin d'assurer le suivi du programme d'actions mis en oeuvre dans le cadre du PARSEM, il est institué un Comité d'Orientation et de Pilotage.

La composition ainsi que les modalités d'organisation et de fonctionnement de ce comité font l'objet de modalités qui seront ultérieurement définies par les deux Parties.

Article 5. Dispositions Finales

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de la date de sa signature. Elle est renouvelable par tacite reconduction, pour de nouvelles périodes de trois années et elle peut être amendée ou modifiée par accord écrit entre les Parties.

Chacune des parties contractantes peut la dénoncer à tout moment avec un préavis de trois mois.

En foi de quoi, les représentants des deux parties, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Saint-Denis de la Réunion en double exemplaire, le 25 juillet 2003.

Pour le Gouvernement de la République française :

MONSIEUR PAUL VERGES

Sénateur

Président du Conseil Régional de La Réunion

Pour le Gouvernement de la République de Madagascar :

MONSIEUR DIEUDONNÉ MICHEL RAZAFINDRANDRIATSIMANIRY
Ministre de l'Enseignement Secondaire et de l'Education de Base

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF MADAGASCAR CONCERNING EDUCATIONAL COOPERATION BETWEEN REUNION AND MADAGASCAR

The Government of the French Republic, represented by Mr. Paul Verges, Senator and President of the Regional Council of Reunion; and

The Government of the Republic of Madagascar, represented by Mr. Dieudonné Michel Razafindrandriatsimaniry, Minister of Basic and Secondary Education;

Hereinafter referred to as the Contracting Parties,

Considering the close historical and cultural ties binding Reunion and Madagascar and the importance of the brotherhood and solidarity deriving therefrom;

Considering that both Reunion and Madagascar belong to the French-speaking space of the Indian Ocean Commission;

Considering the important role of education in promoting rapid, harmonious and sustainable development in Madagascar, where young people under 20 years of age account for nearly 55 per cent of the population;

Considering the Government of Madagascar's new directions for promoting the educational system, in particular for developing the teaching of French in educational establishments, and

Considering the determination of the authorities of Reunion and Madagascar to promote a policy of bilateral cooperation falling within the context of mutual sustainable development for the benefit of Madagascar and Reunion, based, inter alia, on the development of their respective resources,

In view of the Final Declaration signed at Saint Denis, Reunion, on 16 November 2002 between the authorities of Reunion and the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Madagascar, and

In view of the contribution made on 21 November 2002 to the work of the follow-up committee of the seventh meeting of the France-Madagascar Joint Commission,

The Contracting Parties agree as follows:

Article 1. Purpose of the Agreement

The purpose of the present Agreement is to define the modalities for the partnership that the Reunion region and the Ministry of Basic and Secondary Education (MINESEB) wish to promote within the context of the Reunion Programme of Support to the Madagascar Educational System (PARSEM).

This new partnership falls within the policy of support to the development of the Madagascar educational system initiated by the Reunion region in 1999 and to which the Reunion community contributed 150,000 euros for the training of teachers and administra-

tors of MINESEB and a donation of 30,000 copies of a youth publication entitled: "Alizés l: Raconte-moi ton ile".

Article 2. Objectives and implementation of PARSEM

Prepared in close cooperation between the Ministry and the Alliance Française of Madagascar and the Reunion region, PARSEM is a linguistic, pedagogical and cultural programme aimed at strengthening and developing the teaching of the French language and communication in French in all the primary schools of Madagascar.

Using the human and technical resources of the Reunion Academy, PARSEM aims at training 1,005 Malagasy teachers, within the first year of its implementation.

The training shall be provided by the 67 instructors working from the 30 Alliance Franco-Malgache centres located throughout Madagascar.

As a joint sustainable development venture, its implementation shall also require the assignment of young Reunion graduates to the Alliance Franco-Malgache centres as Volunteers for Progress.

In addition, both parties hope that this educational partnership between Reunion and Madagascar, particularly through the use of information and communication technology (ICT) allowing for distance education, may be expanded to other sectors such as the training of educational advisers, MINESEB inspectorate staff and training in French for secondary school teachers.

Article 3. Budget and financing

The 2003-2004 estimated budget for PARSEM financing shall be as follows:

Training of teachers: 127,815 euros

The financing for this training shall be provided in full by the Reunion region and subsidized by an equal counterpart budget appropriation made to the Alliance Française in Madagascar.

Recruitment of Volunteers for Progress: 445,920 euros

The financing of this recruitment exercise shall be provided as follows:

- Reunion region: 190,800 euros (43 per cent)
- Association française des volontaires du progres (AFVP): 255,120 euros (57 per cent)

Specific funding shall be sought for any other programme activity that may be implemented subsequently within the context of PARSEM.

Article 4. Programme follow-up

In order to monitor the programme of activities being implemented within the context of PARSEM, a Guidance and Steering Committee shall be established.

The composition as well as the organizational and functional arrangements of the Committee shall be determined by the two Parties at a later date.

Article 5. Final provisions

The present Agreement is concluded for a duration of three years beginning from the date of signature. It is renewable by tacit agreement for subsequent periods of three years and may be amended or modified by written agreement between the Parties.

Each of the Contracting Parties may denounce this Agreement with three months' prior notice.

In witness whereof, the representatives of the two Parties, duly authorized for that purpose, have signed and sealed the present Agreement.

Done in Saint Denis, Reunion, in two copies on 25 July 2003.

For the Government of the French Republic:

PAUL VERGES
Senator and President
Reunion Regional Council

For the Government of the Republic of Madagascar:

DIEUDONNÉ MICHEL RAZAFINDRANDRIATSIMANIRY
Minister of Basic and Secondary Education

